

Les mauvais payeurs étranglent l'OIT

GENÈVE Il manque près d'un demi-milliard de francs au budget de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui envisage des licenciements. Jusqu'à 350 emplois sont menacés

MARC GUÉNIAT

467 millions de francs suisses. C'est le solde dû par les Etats membres à l'Organisation internationale du travail (OIT) et qui n'a pas été versé au 24 avril. Pour cette institution basée à Genève, la somme est importante sur un budget de fonctionnement de 926 millions de francs.

La situation est telle qu'en mars, le conseil d'administration a exploré différents scénarios de réduction des coûts si ce déficit de financement devait perdurer. Jusqu'à 350 emplois pourraient être supprimés, sur un total de plus de 1600 dans le canton. Il s'agirait d'un nouveau coup dur pour la Genève internationale, durement touchée notamment depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Dès janvier 2025, le président a considérablement réduit, voire annulé, la contribution des Etats-Unis à l'ONU et à ses agences.

Décision en juin

Contactée, l'OIT, qui cherche à «faire avancer la justice sociale et promouvoir le travail décent», indique par le biais de son service de presse qu'à «ce stade aucune suppression de postes n'a été validée». Elle «se prépare, en dernier recours», à de telles suppressions «pouvant aller jusqu'à environ 350 emplois, ainsi qu'à un gel des recrutements». En fonction de l'évolution des contributions des 187 Etats membres, une décision sera prise dans le courant du mois de juin. Sur la période 2026-2027, ce ne

sont pas moins de 20% des montants planifiés qui manquent. Ces sommes ont été mises en recouvrement auprès des Etats.

Deux scénarios ont été présentés au conseil d'administration. Le premier, basé sur des «recettes conformes à la tendance habituelle», aurait pour but d'améliorer l'efficacité de son action et de poursuivre le «processus de réforme en cours» durant les dix-huit prochains mois. Celle-ci mise sur une économie de 82,5 millions de francs, dans les programmes de l'OIT mais avec tout de même 120 postes supprimés à terme. Le second, qui se fonde sur un déficit de recettes confirmé, vise à «accélérer les réductions de coûts». Il s'agirait alors d'économiser 186 millions de francs, dont 60% au sein du personnel. Ce sont 21% de ses effectifs qui seraient concernés.

Les Etats-Unis débiteurs à hauteur de 256 millions

Des créances de 2025 restent en souffrance, tandis que de nombreux versements n'ont pas encore été effectués cette année. Parmi les donateurs, près de 70 pays, dont la Suisse, la France, le Brésil ou la Russie se sont acquittés rubis sur l'ongle des sommes promises. Un groupe de 14 autres pays ne l'ont fait qu'en partie. Au sein de celui-ci, c'est surtout la contribution allemande qui fait défaut, avec un versement de 10,8 millions de francs au lieu du double.

Le troisième groupe, comprenant la centaine d'Etats n'ayant rien versé cette année, rassemble l'Ar-

gentine, la Chine, l'Italie, le Japon, l'Espagne, l'Iran ou les Pays-Bas. Et bien entendu les Etats-Unis, qui, à eux seuls, sont débiteurs à hauteur de 256 millions de francs. Une source au fait des discussions, qui ne souhaite pas s'exprimer publiquement pour le moment, explique qu'il se joue un «drôle de jeu» entre Etats, entre soutien affiché au multilatéralisme et velléités de rapatrier certaines de ses institutions sur leur territoire.

Le président américain, Donald Trump, a multiplié les déclarations hostiles contre les instances onusiennes et a sabré, dès l'entame de son mandat, le budget que son pays consacrait à la coopération internationale, notamment à travers l'agence Usaid. Depuis son élection, le nombre de cartes de légitimation valables en Suisse pour les employés des organisations internationales (OI) a chuté de 8,3% au 31 mars 2026 avec 2133 personnes ayant perdu ce titre de séjour, selon le Département fédéral des affaires étrangères. Il s'écoule en général six à neuf mois entre le moment où la personne quitte son poste et celui où sa carte n'est plus valable.

A Genève, les autorités ont créé l'an dernier avec la Fondation Hans Wilsdorf, qui recueille et distribue les bénéfices de Rolex (et cofinance la Fondation Aventinus, propriétaire du *Temps*), une Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale. Dotée d'un budget de 50 millions de francs, elle ambitionne de soutenir les OI et les ONG «pendant une période d'incertitude et de contraintes financières sévères». ■



L'OIT compte plus de 1600 emplois dans le canton de Genève. (GENÈVE, 8 AVRIL 2025/NORA TEYLOUNI/LE TEMPS)